



Jacques Julliard: «Par-delà gauche et droite, l'intérêt général»

CHRONIQUE - L'historien et essayiste analyse la pertinence de la division classique de la politique française aujourd'hui. Il explique pourquoi la gauche a perdu son électorat naturel en abandonnant la plupart des valeurs qu'elle défendait auparavant.

Par Jacques Julliard

Publié hier à 19:08, mis à jour hier à 19:10



Jacques Julliard. Illustration Fabien Clairefond

Jacques Julliard est éditorialiste à l'hebdomadaire «Marianne».

Gauche, droite ; gauche, droite ; gauche, droite! Non, nous ne sommes pas dans la cour de la caserne, mais dans l'arène politique où l'on s'obstine pourtant à nous faire jouer aux petits soldats. La fameuse distinction - la *summa divisio*, disait René Rémond - continue d'y régner en maîtresse, quand la grande majorité des citoyens la regardent comme obsolète et vide de sens.

D'un côté l'invocation rituelle de la fameuse maxime d'Alain: «*Lorsqu'on me demande si la coupure entre les partis de gauche et les partis de droite, homme de gauche et homme de droite a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui me pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche.*» (Propos, décembre 1930.)

De l'autre, ce sondage Ifop, sans appel, publié dans *Le Figaro* du 10 février dernier. À propos de l'opposition entre la gauche et la droite, 64 % estimaient qu'elle ne veut pas dire grand-chose, qu'elle est dépassée ; 28 % «*qu'elle a encore du sens, mais n'est plus le clivage dominant*» ; 8 % qu'elle continue de jouer un rôle dominant. 8 % parmi lesquels la quasi-totalité, à coup sûr, de notre personnel politique! À noter d'ailleurs que dans le sondage considéré, les gens se réclamant de la gauche sont presque aussi nombreux que ceux de droite à douter de la pertinence du vieux clivage. Même chez les Insoumis, ils sont 45 % à exprimer leur scepticisme.

Ces chiffres ne sont pas nouveaux. Il y a longtemps que les Français ont commencé à remettre en cause la sacro-sainte frontière censée séparer le Nouveau et l'Ancien, le Juste et l'Injuste, et même le Bien et le Mal. Mais au bout du compte, c'est une révolution qui s'opérait à bas bruit et qui explique pour une grande part la déconnexion qui s'est produite entre les hommes quelconques et les notables, au point de rendre incompréhensible au plus grand nombre les rituels immuables de la dramaturgie politique. Il est là, le fameux fossé qui sépare les élites et les masses ; elle est là, la fameuse crise de la démocratie sur ses terres les plus anciennes!

REGRETS SUR NOTRE VIEILLE LUTTE DES CLASSES

Tout était relativement simple aussi longtemps que les sociétés industrielles étaient dominées par le principe marxiste de la lutte des classes. Certes, le parallélisme sociopolitique, tel que Marx le décrit dans *Les Luttes de classes en France*, qui fait de chaque parti le représentant dans l'arène politique d'un groupe social particulier, a toujours été approximatif. Faire, sous la monarchie de Juillet, du centre droit de Guizot le représentant de l'aristocratie financière, de l'opposition dynastique celui de la bourgeoisie industrielle, et plus tard, du bonapartisme celui de la paysannerie est à la fois éclairant et en même temps simplificateur. De même, sous la III^e République, la distribution des opinions

selon l'axe gauche-droite ne traduit qu'imparfaitement les rapports entre les groupes sociaux. Et pourtant, il est vrai que depuis un siècle et demi de vie parlementaire, les gauches se sont réclamées du peuple, tandis que les droites exprimaient de façon beaucoup plus discrète les intérêts des diverses couches de la classe possédante. Il s'est passé depuis lors une sorte de compromis historique aux termes duquel les gauches ont gagné dans le champ du social, tandis que les droites s'assuraient le monopole du régalien.

LE SOCIAL ET LE RÉGALIEN

Tâchons de comprendre pourquoi. D'abord parce que la misère - je ne dis pas la pauvreté, je ne dis pas la gêne et l'embarras - a à peu près disparu en France. L'univers des *Misérables* de Victor Hugo n'est plus qu'un souvenir littéraire, et avec lui l'indiscutable fondement d'une gauche éternelle comme parti de la justice. Si l'on excepte - et encore -, les pays scandinaves, la France est le pays le plus «social», sinon socialiste - mot désormais indéfinissable -, à la surface du globe ; l'un des moins inégalitaires aussi, en dépit ou plutôt à cause d'un discours obsessionnel, qui va même en s'amplifiant, sur les inégalités. C'est ainsi que le smic français est, hormis celui du Luxembourg, l'un des plus élevés d'Europe ; que la couverture maladie y est l'une des plus étendues et la plus généreuse, de quoi faire rougir de honte l'opulente Amérique ; que les indemnités chômage, les aides aux immigrés et aux demandeurs d'asile sont les plus hautes du monde. Cela est si vrai que les syndicats de salariés ont désormais pour programme essentiel, non de nouvelles conquêtes, mais la défense des avantages acquis.

On a souvent affirmé qu'à cause de l'absence de liens organiques entre les partis de gauche et les syndicats, la France était incapable de social-démocratie. Stricto sensu, cela est vrai. Dans les faits, elle est le pays où les grandes revendications de cette social-démocratie, telles qu'elle les a formulées à la fin du XIX^e siècle, en matière de prévoyance et de sécurité sociale, n'ont pas cessé d'imprégner la politique des années 1930 à l'après-guerre, en passant par le régime de Vichy lui-même, jusqu'à s'imposer presque complètement. Cela n'exclut évidemment pas de grandes inégalités en matière de patrimoine et de revenus, mais a fini par rendre obsolète l'opposition frontale entre le capital et le travail, plus ou moins exactement identifiée à l'affrontement politique entre la gauche et la droite.

C'est en somme la vision sociale de la gauche qui a globalement triomphé, y compris chez les électeurs de droite. Mais en revanche, au chapitre régalien, ce sont les idées de droite qui sont désormais dominantes, ou pour mieux dire, ce sont les idées dominantes, toujours les mêmes, en matière de sécurité et d'identité nationale, qui sont désormais détenues par la droite.

Car il n'en a pas toujours été ainsi. Dans les débuts de la III^e République, Léon Gambetta, le fondateur, après s'être fait en 1870-71, le héros de la défense nationale, a compris que la République ne serait acceptée, jusqu'à devenir hégémonique, qu'à condition de s'identifier à la paix extérieure et à la sécurité intérieure. Pour les radicaux qui prirent la suite de cette politique, sécurité n'était pas un gros mot, et Georges Clemenceau, avant de devenir le «Père la Victoire» n'avait pas cru indigne de se faire le «premier des flics».

À quoi il faut immédiatement ajouter - on aurait pu commencer par là - le rôle essentiel confié à l'École: instruire, mais aussi éduquer. Personne n'a souligné aussi fortement que Péguy cette double mission des hussards noirs de la République, et aujourd'hui, où l'École n'éduque plus du tout et instruit de moins en moins, la nostalgie de la communale est restée vivante dans la mémoire collective.

POURQUOI LA GAUCHE A DÉPOSÉ SON BILAN

C'était hier. Soit un homme qui en toute occasion affirme son attachement à la République et à ses valeurs universelles, sa confiance dans l'école et dans ses maîtres pour intégrer les nouveaux arrivants et conforter le sentiment national. Un homme qui ne transige pas sur la laïcité. Tout ce qui vient d'être dit paraît le démontrer: vous avez affaire au parfait prototype de l'homme de gauche. Eh bien! vous avez perdu: c'est un homme de la droite modérée que vous avez devant les yeux!

Que s'est-il donc passé? Pourquoi la gauche a-t-elle paru renoncer à être le parti de la nation, de la sécurité, de la laïcité, de l'école républicaine? Voilà le fond du malentendu, la gauche n'est plus où ses partisans la trouvaient d'ordinaire. Pourquoi avoir abandonné à la droite, qui n'en demandait pas tant, un tel héritage? Les uns accuseront ladite droite d'appropriation culturelle, d'autres de triangulation involontaire... Et par conséquent: pourquoi la gauche a-t-elle abandonné à la droite et au centre plus d'un tiers de son électorat

naturel? Cette gauche dont François Mitterrand, un grand connaisseur, situait le niveau de flottaison à environ 42 % des électeurs, la voici entre 25 et 30 % selon les sondages, et, encore, en y incluant d'office l'ensemble du potentiel écolo. Oui, décidément pourquoi une telle pulsion suicidaire?

On peut invoquer bien des raisons qui nous conduiraient au-delà des limites d'un article. Je vais directement à la seule explication globale, à la seule que l'on veut cacher, celle dont on ne parle qu'à voix basse, comme d'un cadavre dans l'armoire de famille, à cette dent cariée qui se réveille quand on s'y attend le moins: l'islam! Non pas les étrangers, non pas l'immigration, non pas les Maghrébins ou les Arabes, mais l'islam! Depuis quelques années, depuis le terrorisme, la gauche est malade de l'islam, voilà la vérité!

Cette islamophilie étrange, qui fait, au nom d'une «laïcité» ouverte pardonner aux musulmans beaucoup plus qu'on n'a jamais pardonné aux catholiques, a deux raisons, c'est que dans le vieux fond antireligieux, une fois éliminé toutes les scories, il ne reste que l'anticléricalisme, et même ce qu'il faut bien appeler la haine du christianisme. D'où, non sans paradoxe, une espèce d'indulgence à l'égard de l'islam, qui à défaut d'autre chose, a du moins le mérite de ne pas être catholique. D'autre part la mauvaise conscience d'une gauche officielle, qui sous la forme du «molletisme» (*de Guy Mollet, président du Conseil au début de la guerre d'Algérie, NDLR*), eut une attitude honteuse du temps des guerres de libération des peuples opprimés, et qui en montrant de la compréhension à l'égard des mouvements «décoloniaux» d'aujourd'hui, espère faire oublier son absence dans les luttes anticoloniales du passé. Deux errements de sens contraire ne feront jamais une position juste. Pour avoir raté l'anticolonialisme d'hier, elle se trouve engluée aujourd'hui dans un décolonialisme de Quartier latin. À prendre trop d'élan pour se remettre en selle, la gauche se retrouve de l'autre côté du cheval, abandonnant sur le terrain tous ses acquis antérieurs concernant la nation, l'école, la laïcité, l'intégration, l'universalisme. Car enfin, le fait est là: ce n'est pas pour des raisons économiques que les classes populaires, et nommément la classe ouvrière, ont abandonné la gauche pour l'extrême droite. C'est donc bien pour les raisons que j'ai appelées régaliennes ; il n'y a rien de plus faux, de plus insultant que de regarder le peuple comme incapable de réagir à d'autres enjeux que les enjeux matériels. A-t-on déjà oublié que les révolutions françaises, 1789-93 ; 1830 ; 1848, jusqu'à la Commune de Paris (1871) ont été

menées au nom de valeurs universelles, et qu'elles sont autant de désaveux à l'égard du déterminisme économique? Les défaites de la gauche depuis cinquante ans sont d'abord des défaites intellectuelles.

POUR LE BIEN COMMUN

Que l'on me comprenne bien: s'agissant de la gauche et de la droite, je ne suis pas en train d'enterrer à jamais une distinction qui relève de la nature elle-même. Dans toute société, dans toute institution, il existe tôt ou tard un parti de l'ordre et un parti du mouvement, c'est-à-dire une droite et une gauche.

Quoiqu'il arrive, nous sommes idéologiquement latéralisés. Mon ambition n'est pas de le nier, mais de tâcher de faire comprendre pourquoi cette grande alternative anthropologique ne fonctionne plus actuellement dans l'ordre politique: à cause de la confusion des rôles et de la défaillance des acteurs.

Mais il existe une autre raison, à la vérité la plus importante, pour expliquer cette panne. Ce que les Français reprochent principalement aux partis, tout occupés à se faire la guerre pour conquérir le pouvoir, c'est que, du coup, ils ont oublié la mission sacrée sans laquelle ils ne seront jamais que des profiteurs de guerre et des pilleurs d'épaves. Cette mission c'est de contribuer de toutes leurs forces à l'intérêt général.

Si de très grands esprits dans l'ordre politique comme Jean-Jacques Rousseau et Simone Weil se sont toujours prononcés, au risque de passer pour des antilibéraux, contre l'existence même des partis politiques, c'est qu'ils voient en eux les ennemis naturels du bien commun. Je vous renvoie ici aux pages remarquables que l'un de nos meilleurs juristes, Jean-Éric Schoettl, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel, consacre à cette notion (1). Pour résumer, je dirai que deux conceptions générales du politique s'affrontent: celle qui, avec Carl Schmitt voit en lui un champ dominé par les catégories de l'ami et de l'ennemi ; celle qui avec Saint Thomas d'Aquin et Jean-Jacques Rousseau le font reposer sur le bien commun, défini par le premier en conformité avec la volonté de Dieu, et par le second en conformité avec la volonté générale. Celle-là seule est compatible avec la démocratie.

Dans la conception agonistique qui est celle de Carl Schmitt, le but du parti politique est de se renforcer sans cesse, pour l'emporter sur ses concurrents ; dans celle de Thomas d'Aquin comme de Rousseau, le but du parti est ou

devrait être de contribuer de toutes ses forces au bien commun. Les défenseurs de la logique partisane auront beau dire, ce n'est pas du tout la même chose ; et les citoyens sont dans leur immense majorité convaincus que les partis ne travaillent qu'à leur intérêt propre. D'où leur scepticisme sur la gauche, la droite et leurs entrecats. Qui ne voit que la France, dans l'état de faiblesse et de division où elle se trouve, aurait besoin que toutes les forces politiques conjuguent leurs efforts autour d'un programme simple d'intérêt général comme celui du Conseil National de la Résistance, ou d'une personnalité au-dessus d'elles, comme le fut le général de Gaulle? N'est-ce pas d'ailleurs ce qui vient de se produire en Italie avec l'arrivée de Mario Draghi comme chef du gouvernement? Hélas, en France, rien de tel à l'horizon, et ce vide, ce vide sidéral, contribue à notre dépression.

(1) *Commentaire*, n° 172, hiver 2020-2021.* Éditorialiste à «Marianne».